

Budget : Sarko à la manœuvre
Rouge n°2064, 13 mai 2004

Les mesures réellement nouvelles proposées par Nicolas Sarkozy lors de sa conférence de presse ont permis de mesurer les limites de sa méthode, toute entière fondée sur l'esbroufe. Si le ridicule tuait, la carrière politique de Sarkozy aurait dû s'achever sur-le-champ.

Il commence d'abord par vendre l'argenterie, à savoir 100 000 m² de bureau et 500 à 600 tonnes d'or de la Banque de France : une goutte d'eau dans l'océan. Il va autoriser, pendant un an, les parents et grand-parents de transmettre en franchise d'impôt 20 000 euros à leur descendance ; mais les heureux bénéficiaires vont-ils pour autant s'empresse de les dépenser et de relancer la consommation ? Même question pour la déduction d'impôts sur les crédits à la consommation qui, de surcroît, ne concerne pas la moitié non imposable des consommateurs, ceux justement qui sont les plus dépendants du crédit à la consommation. Cela fera un petit cadeau fiscal aux acheteurs de grosses voitures, aux frais de l'Etat, mais sans effet identifiable sur le volume des achats. Les réserves de participation vont être débloquées par anticipation, et probablement recyclées immédiatement par les plus hauts salaires en placements plus rentables.

Bref, le ministre s'obstine dans l'erreur des baisses d'impôts. Elles aussi étaient censées relancer la consommation ; mais comme elles ont favorisé les plus hauts revenus, elles se sont traduites par un supplément d'épargne, et donc par un moindre dynamisme de l'activité. Il y aurait pourtant un moyen simple et garanti de relancer la consommation, qui serait d'augmenter les minima sociaux et les plus bas salaires, car ceux-ci seraient immédiatement consommés. Rien ne sert d'ouvrir les magasins le dimanche si le pouvoir d'achat de ceux qui s'y rendraient (au détriment des conditions de travail dans le commerce) ont un pouvoir d'achat aussi faible qu'avant.

Cette poudre aux yeux tient plus de la stratégie médiatique que de la définition d'une politique économique, qui se trouve ailleurs, dans la réaffirmation des orientations néo-libérales. Sarkozy a ainsi confirmé le projet de privatisation partielle d'Alstom et de deux nouvelles sociétés autoroutières (Sanef et SAPRR) ; il ne remplacera les départs de fonctionnaires à la retraite qu'à concurrence de un sur deux. De manière tout aussi significative, Sarkozy a réaffirmé son respect des contraintes budgétaires européennes et relancé l'attaque contre les 35 heures, qualifiées de « contresens économique ».

Il fait enfin miroiter la perspective de nouveaux cadeaux aux patrons, sous forme d'une franchise fiscale censée favoriser la constitution de « pôles de compétitivité » industriels. Mais il est pour une fois dépassé dans le cynisme et la démagogie par Raffarin qui voudrait, ni plus ni moins, transformer l'Etat en paradis fiscal. Une « amnistie » permettrait aux capitaux sortis illégalement de se faire blanchir, moyennant une modeste commission. Ces propositions ne suffiront pas à regagner la « confiance ». Elles permettent au moins de mesurer le désarroi de ce gouvernement, et l'urgence de le faire déguerpir.

Michel Husson